

ANNEE 2005-2006

GROSSE ET COPIE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

Delivrée le

05 JUIL 2006

BODECOTON (Me NGUEFACK)

A R R E T N° 305/CIV/05-06

COTE 142/P/20052006

du

- AUDIENCE DU 05 AVRIL 2006 -

05 AVRIL 2006

AFFAIRE N° 725/RG/05-06

du

16 Décembre 2005

La Société Cotonnière Industrielle
du Cameroun (CICAM - SA)

(Me SONGOR)

(contre

La Société de Développement du Coton
du Cameroun (SODECOTON SA)

(Me NGUEFACK Joseph)

NATURE DE L'AFFAIRE

Annulation de sentence arbitrale.-

DECISION DE LA COUR.

(Voir dispositif).-

----- La Cour d'Appel du Centre siégeant
en matière civile et commerciale, en la salle
ordinaire de ses audiences, sise au palais de
Justice de Yaoundé, le MERCREDI CINQ AVRIL

DEUX MIL SIX, en chambre de la sentence arbitrale,

le, en laquelle siégeaient en collégialité

----- Monsieur MBENOUN Christophe, Chevalier

de l'ordre de la Valeur, Président de la Cour

d'Appel du centre..... PRESIDENT

----- Mme STEWE Yvette, Vice-Président de la

Cour d'appel du centre..... MEMBRE

----- Monsieur MANDENGUE Fidèle Marie, Vice-

président de la Cour d'Appel du centre, MEMBRE

----- Assistés de Me MWILONGO Sénaphine, Greffier

tenant la plume;-----

----- A RENDU L'ARRET SUIVANT -----

----- E N T R E -----

La Société Cotonnière Industrielle du Cameroun

(CICAM) SA BP 7012 Douala, appelante comparant

et plaidant par Me SONGOR avocat à Yaoundé.

----- D'UNE PART -----

ET,

----- La Société de développement du Coton du

Cameroun (SODECOTON SA) intimée comparant et

plaidant par Me NGUEFACK Joseph, avocat à Yaou-

ndé;-----



Handwritten calculations and notes:

20.000
14.000
34.000
68.000
23/05/06

----- D'AUTRE PART -----

----- Sans que les présentes qualités puissent nuire ou préjudicier aux droits et intérêts des parties en cause, mais au contraire sous les plus expresses réserves de faits et de droit;-----

----- POINT DE FAIT -----

--- Le 11 avril 2005 intervenait entre les parties une sentence arbitrale dont le dispositif suit: du Tribunal arbitral vaounda

----- DECISION DU TRIBUNAL ARBITRAL -----

--- Il résulte de l'examen de la requête de la SODECOTON S.A. et de la relecture de la sentence arbitrale du 11 avril 2005 que le tribunal arbitral a effectivement commis une erreur matérielle, en comptabilisant à deux reprises et au préjudice de la société réquérante, la somme de 550.000.000 F CFA représente l'une des créances de la CICAM S.A. sur ladite réquérante;-----

--- Il convient de procéder à la rectification de ladite erreur matérielle;

Par ces motifs : Le tribunal arbitral, statuant à la majorité de ses membres;

-Dit que les pages 55 et 56 de la sentence du 11 avril 2005 doivent être lues ainsi qu'il suit:

- Condamne en outre la SODECOTON SA à payer à la CICAM S.A. la somme de 200.000.000 F CFA en réparation de son préjudice consécu-

.../...

----- D'AUTRE PART -----

----- Sans que les présentes qualités puisse nuire ou préjudicier aux droits et intérêts des parties en cause, mais au contraire sous les plus expresses réserves de faits et de droit;-----

----- POINT DE FAIT -----

--- Le 11 avril 2005 intervenait entre les parties une sentence arbitrale dont le dispositif suit: du Tribunal arbitral vaoundé

----- DECISION DU TRIBUNAL ARBITRAL -----

55
--- Il résulte de l'examen de la requête de la SODECOTON S.A. et de la relecture de la sentence arbitrale du 11 avril 2005 que le tribunal arbitral a effectivement commis une erreur matérielle, en comptabilisant à deux reprises et au préjudice de la société réquerante, la somme de 550.000.000 FCFA représente l'une des créances de la CICAM S.A. sur ladite réquerante;-----

--- Il convient de procéder à la rectification de ladite erreur matérielle;

Par ces Motifs : Le tribunal arbitral, statuant à la majorité de ses membres;

-Dit que les pages 55 et 56 de la sentence du 11 avril 2005 doivent être lues ainsi qu'il suit:

- Condamne en outre la SODECOTON SA à payer à la CICAM S.A. la somme de 200.000.000 FCFA en réparation de son préjudice consécu-

.../...

à l'abus de la première citée dans la détermination de son prix de revient ainsi que de son préjudice moral et financier y relatif ce qui chiffre à 550.000.000 F CFA

le montant de la créance de la CICAM S.A. s la SODECOTON S.A.;-----

---- Liquide les frais de l'arbitrage à la somme de 197.420.011 FCFA et les met conjointement à la charge de la CICAM S.A. à

concurrence de 56.487.026,45 FCFA représentant la moitié du mont des frais de

l'arbitrage payés par la SODECOTON (soit

112.974.052,9 FCFA et à la charge de la

SODECOTON S.A. à concurrence de 42.223.429,

5 FCFA représentent la moitié de la somme payée

par la CICAM S.A. au titre des frais de

l'arbitrage (soit 84.446.859 FCFA);-----

---- Il en résulte que le montant total des

sommes dues par SODECOTON S.A. à la CICAM

S.A. s'élève à 502 223.429,5 F CFA (soit

550.000.000 FCFA + 42.223.429,5 F CFA) et

que le montant total des sommes dues par 1

CICAM S.A. à la SODECOTON SA s'élève à

3.448.492.6007,45 FCFA (soit 3.448.492.607

FCFA - 502.223.429, 5 FCFA), sous réserves

des livraisons non réglées qu'elle effectu

ra à la CICAMX;

---- Il en résulte que le montant total des

sommes dues par SODECOTON .SA à la CICAM

S.A s'élève à 502.223.429,5 FCFA (soit

550.000.000 F CFA + 42.223.429,5 F CFA) et

à l'abus de la première citée dans la détermination de son prix de revient ainsi que de son préjudice moral et financier y relatif ce qui chiffre à 550.000.000 F CFA

le montant de la créance de la CICAM S.A. sur la SODECOTON S.A.;-----

---- Liquide les frais de l'arbitrage à la somme de 197.420.911 FCFA et les met conjointement à la charge de la CICAM S.A. à concurrence de 56.487.026,45 FCFA représentant la moitié du mont des frais de l'arbitrage payés par la SODECOTON (soit 112.974.052,9 FCFA et à la charge de la SODECOTON S.A. à concurrence de 42.223.429,5 FCFA représentent la moitié de la somme payée par la CICAM S.A. au titre des frais de l'arbitrage (soit 84.446.859 FCFA);-----

---- Il en résulte que le montant total des sommes dues par SODECOTON S.A. à la CICAM S.A. s'élève à 592 223.429,5 F CFA (soit 550.000.000 FCFA + 42.223.429,5 F CFA) et que le montant total des sommes dues par la CICAM S.A. à la SODECOTON SA s'élève à 3.448.492.6007,45 FCFA (soit 3.448.492.607,45 FCFA - 592.223.429, 5 FCFA), sous réserves des livraisons non réglées qu'elle effectuera à la CICAMX;

---- Il en résulte que le montant total des sommes dues par SODECOTON .SA à la CICAM S.A s'élève à 592.223.429,5 FCFA (soit 550.000.000 F CFA + 42.223.429,5 F CFA) et

fait partie intégrante de la sentence finale
du 11 avril 2005;-----

--- Ainsi jugé à Yaoundé le 22 juin 2005
signé illisible./⁶

---- Par exploit d'assignation en date du
5 septembre 2005, enregistré à Yaoundé le 06
Janvier 2006 vol 10 Folio 231 Case et Bd 73
aux droit de 4 000 frs de Maître KAUMEDJALE
EVA Marquis Huissier de Justice à Yaoundé
la CICAM a fait donner assignation à la
SODECOTON d'avoir à se trouver et comparaître
devant la ~~tribunale~~ Cour d'Appel du Centre
le 04 janvier 2006 pour :

---- Attendu qu'en date du 11 avril 2005,
dans le cadre d'un litige opposant la requé-
rante à la requise, le tribunal arbitral a
rendu une sentence arbitrale dont la requé-
rante sollicite par les présentes l'annulation;

---- Que contre toute attente, en date du
22 juin 2005, le même tribunal pourtant
désaisi et de surcroit irrégulièrement compo-
sé a rendu une~~e~~ deuxième sentence prétendume
en rectification de la premier ci-dessus;

---- Que la requérante sollicite de plus for-
l'annulation des deux sentences susévoquées
pour les motifs suivants :

1- sur l'annulation de la sentence arbitrale
du 11 Avril 2005:

---- Attendu qu'aux termes de l'article 26

de l'acte uniforme relatif au droit de l'arbitrage, le recours en annulation est recevable entre autres "si le tribunal arbitral a statué sans se conformer à la mission qui lui a été confiée", si le principe du contradictoire n'a pas été respecté" "si le tribunal a violé une règle d'ordre public international des Etats signataires du traité", "si la sentence n'a pas été motivée;-----

LE NON RESPECT DU PRINCIPLE DU CONTRADICTOIRE

--- Attendu qu'aux termes de l'article 17 al. 3 de l'acte uniforme relatif au droit de l'arbitrage un membre du tribunal arbitral peut solliciter la production de pièces complémentaires et l'audition de toutes personnes susceptibles d'éclairer la religion du Tribunal s'il estime que l'affaire n'est pas encore en état pour une bonne administration de la justice;

---- Que cette demande est également conforme à l'article 14 al 4 du même acte uniforme qui dispose que les arbitres peuvent inviter les "parties à leur fournir les explications de fait et à leur présenter, par tout moyen légalement admissible, les preuves qu'ils estiment nécessaires à la solution du litige;-----

---- Que par lettre datée du même jour (pièce n° 2, télécopiée tant aux arbitres qu'à la partie adverse, le conseil de la CICAM a donné son accord tant pour la production des pièces

comptables et financiers complémentaires
que pour le rabatement du délibérer et l'au-
dition des commissaires aux comptes des parti-
voire la commission d'un tiers indépendant
pour lever toute équivoque sur les disposition
desdits commissaires aux comptes;-----

---- Que passant outre la demande d'instruc-
tion complémentaire ci-dessus, le Tribunal
arbitral a prononcé sa sentence non seulement
sans rejeter formellement, par sentence avant
dire droit, la demande d'instruction complé-
mentaire sollicitée, mais également, le tri-
bunal arbitral a violé le principe du contra-
dictoire, en refusant à la requérante la pos-
sibilité d'apporter des éléments supplémentaire
pour soutenir, à la demande d'un des arbitres,
les chefs de préjudice invoqués;-----

---- Que de surcroît, le principe du contradic-
toire est également violé en ce que les partie
n'ont pas eu la possible de discuter des
éléments évoqués par l'arbitre par l'arbitre
ci-dessus;-----

--- Que ce faisant la sentence mérite annulati-
on;-----

LA VIOLATION DE L'ORDRE PUBLIC INTERNATIONAL.

---- Attendu qu'aux termes de l'article 10
du traité OHADA "les Actes Uniformes sont
directement applicables et obligatoires dans
les Etat parties nonobstant toutes dispositions
contraire de droit interne, antérieures ou

9

✓

postérieures";

---- Que l'article 10 ci-dessus enseigne que les Actes uniformes abrogent le droit interne en ses dispositions contraires, antérieures ou postérieures et s'imposent donc à toute personne ne relevant de la juridiction des Etats membres de l'OHADA;-----

---- Que cette interprétation apparaît d'autant plus autorisée qu'elle est confirmée par les dispositions abrogatoires des Actes uniformes qui contiennent presque tous la formule selon laquelle sont abrogées toutes dispositions de droit interne qui leur sont contraires;-----

--- Qu'il en est ainsi de l'article 1er de l'Acte Uniforme sur le droit commercial général qui dispose, en son alinéa 1er, que "tout commerçant... est soumis aux dispositions du présent Acte Uniforme" et en son alinéa

2 : "En outre... tout commerçant demeure soumis aux lois non contraires au présent Acte uniforme, qui sont applicables dans l'Etat partie où se situe son établissement ou son siège social";-----

--- Que fort curieusement, la sentence arbitrale soutient qu'ell'article 245 de l'acte uniforme sur le droit commercial général ne s'impose pas à la SODECOTON dont demeure étranger au contrat de vente liant la requérante à la SODECOTON;-----

---- Que le tribunal tente ainsi de justifier ses errements lorsqu'il juge que contrairement à l'article 245 sus-cité, la SODECOTON n'avait pas besoin de l'autorisation du Juge pour suspendre la livraison du conteneur en mars 20

---- Que ce faisant, le tribunal arbitral a violé l'ordre public international du Cameroun signataire de traité OHADA qui dispose en son article 10 sus-cité que les actes uniformes s'imposent à tous les contrats en cours et sont d'application immédiate;-----

---- Que pour ce seul motif, la sentence méritait annulation;

---- Attendu par ailleurs que le Tribunal arbitral s'arroge tout au long des pages 19 à 21 de la sentence et dans le dispositif, le droit de juger de la légalité d'un acte administratif;

---- Qu'il échut d'annuler la sentence entreprise;

---- Attendue enfin qu'à maintes reprises (tel qu'il sera démontré dans les écritures ultérieures), le tribunal arbitral écarte l'application de certains articles du code de droit civil (article 1230, 1231 etc) alors et surtout que l'acte de mission fixant le cadre

du litige arbitré a choisi la loi camerounaise comme loi de la procédure arbitrale;

---- Que le tribunal arbitral soutient, à tort

et de manière surprenante, que les dispositions du code civil camerounais, tantôt ne sont pas impératives, tantôt ne s'appliquent pas au cas de l'espèce, alors et surtout qu'il est de droit et de jurisprudence constants appliquant ces textes, qu'une clause pénale doit indiquer le débiteur de la pénalité et que, de surcroît, le débiteur de ladite pénalité doit avoir été mis en demeure d'accomplir son obligation;-----

---- Qu'en soutenant le contraire et en écartant l'application du code civil, la sentence entreprise a manifestement violé l'ordre public interne du Cameroun dans ce sens que le tribunal écarte l'application d'un texte législatif camerounais opposable aux parties pour avoir été, pourtant choisi comme loi de l'arbitrage;-----

L'ABSENCE DE MOTIVATION DE LA SENTENCE

---- Attendu que par lettre du 08 avril 2005 le co-arbitre NGONGO OTTOU a sollicité le rabattement du délibéré et une instruction complémentaire de la cause du fait que les arbitres ne disposaient pas d'éléments suffisants pour rendre une sentence sérieuse et justice;-----

---- Que passant outre cette demande émanant pourtant d'un membre du tribunal arbitral, ledit tribunal a prononcé sa sentence sans expliquer pourquoi la demande d'instruction complémentaire était sans intérêt ou

superfaitatoire;

--- Qu'il appert là un défaut de motivation criard;

---- Attendu par ailleurs que, tantôt le tribunal arbitral reconnaît l'ampleur de l'abus de la SODECOTON dans la détermination du prix du coton mais, curieusement, contre toute logique, accorde plus tard un montant dérisoire à la CICAM au titre du préjudice subi sans montrer en quoi l'évaluation cifrée faite par la requérante, à la suite d'une expertise versée aux débats est surévaluée et la sentence se contente d'accorder alors une somme 10 fois inférieure à la demande de la CICAM;-----

--- Que sans avoir démontré la faiblesse du préjudice subi, alors que le lien de causalité avec la faute est avérée, le tribunal arbitral n'a pas suffisamment motivé sa décision sur ce point;-----

2- Sur l'annulation de la sentence du 22/06/05

---- Attendu que, contre toute attente, et en violation des règles de composition régulière du tribunal arbitral, est intervenue en date du 22 juin 2005, une prétendue sentence rectificative qui viendrait en rectification de la sentence primitive rendue le 11 avril 2005 (qui elle-même est truffée de causes de nullité) dans le cadre d'un diffé-

rend opposant la requérante à la SODECOTON SA;

NULLITE DE LA SENTENCE RECTIFICATIVE POUR
IRREGULARITE DE LA COMPOSITION DU TRIBUNAL

---- Attendu qu'aux termes de l'article 22 de l'acte uniforme relatif au droit de l'arbitrage, "la sentence dessaisit l'arbitre du litige; L'arbitre a néanmoins le pouvoir d'interpréter la sentence, ou de réparer les erreurs et omissions matérielles qui l'affectent;-----

---"Dans l'un ou l'autre cas susvisé, la requête doit être formulée dans le délai de 30 jours à compter de la notification de la sentence. Le Tribunal dispose d'un délai de 45 jours pour statuer. si le tribunal arbitral ne peut à nouveau être réuni, ce pouvoir appartient au juge compétent dans l'Etat-par

--- Qu'il s'évince du texte qui précède qu'au cas où le Tribunal arbitral qui a statué sur la sentence primitive ne peut à nouveau être réuni, la partie qui sollicite la rectification de l'erreur matérielle doit saisir le juge judiciaire compétent;-----

---- Qu'alloes qu'il apparaît à l'évidence que le tribunal arbitral ne pouvait pas être réuni et n'a donc pas pu se réunir et valablement statuer en date du 22 juin 2005; la prétendue sentence rendu le 22 juin 2005 en dispose autrement en indiquant faussement que le co-arbitre, Maître NGONGO OTTOU, a fait partie de la composition du tribunal arbitral;

28

---- Que par lette n° MDNO/NAO710/2005 du 22 juin 2005 (pièce n° 4) Maître NGONGO OTTOU Martin Désiré, co-arbitre, informe tant ses pairs du tribunal arbitral que les parties de ce qu'il "refuse de me (se) réunir avec les autres membres du Tribunal Arbitral, ou de siéger au sein de l'ex-tribunal physiquement (de visa) ou ordèment (par téléphone) aux fins d'examen de cette procédure en rectification et de délibération subséquent";-----

---- Que" eneclairè je (il n'entends pas me (se) réunir avec vous et mon co-arbitre pour composer le Tribunal Arbitral aux fins de statuer dans cette instance en rectification" (pièce n° 2);-----

---- Que face l'impossibilité matérielle et juridique de réunir le Tribunal Arbitral les deux autres membres de ladite juridiction auraient dû constater le défaut de composition du tribunal arbitral et renvoyer la SODECOTON SA à se mieux pourvoir ainsi qu'elle avisera en saisissant notamment le juge judiciaire conformément à l'article 22 in fine de l'acte uniforme sur l'arbitrage;-----

---- Que malheureusement, sans que rien ne le justifie juridiquement et en dépit de l'impossibilité matérielle de sa composition, le Tribunal arbitral a cru devoir rendre une sentence rectificative en date du 22 juin

2005 et qui sera notifiée à la requérante

le même jour à 14 H 47 (pièce n° 5) alors

surtout que la lettre du co-arbitre NGONGO

OTTOU est parvenue à la requérante à 10 H

---- Qu'à la lecture de la prétendue sent

rectificative, il appert que le co-arbitre

NGONGO OTTOU Martin Désiré est désigné co

membre de la composition dudit Tribunal A

tral (page 1) et ce contrairement à sa l

dé refus de se réunir et de statuer du 22

juin 2005;-----

---- Qu'une annotation en dessous du nom c

arbitre (qui n'a pas pu signer ou même refu

de signer la sentence parce que justement a

lors de l'instruction et du délibéré sur la

requête en rectification) en rejoute à la

confusion et au demeurant confirme l'intégu

rité manifeste de la composition du tribuna

arbitral;-----

---- Que dans un cafouillage à nul autre par

le, l'annotation laisse croire tantôt que le

co-arbitre absent se sera présenté au lieu d

la réunion de signature de la sentence entre

prise (en restant muet sur la réunion du Tri

bunal et les délibérations) et aurait tendu u

lettre au Président du Tribunal arbitral en l

déclarant qu'il ne peut signer la sentence

rectificative avant de se retirer, et tantôt

que le co-arbitraire aurait reçu le proje

de sentence avant de refuser de se réunir avec

ses pairs;-----

---- Que face à cet imbroglio et pour en avoir le coeur net, le conseil de la CICAMS saisira par écrit en date du 27 juin 2005,

(pièce n° 6) le co-arbitre Maître NGONGO OTTOU avec ampliation aux membres du supposé tribunal arbitral et à la SODECOTON;-----

---- Que par lettre n° MDNO/SF/0720/2005 (

(pièce n° 7) le co-arbitre maître NGONGO OTTOU

sur la foi de son serment d'avocat écrit,

entre autres, "j'atteste par la présente

sur la foi du serment d'avocat par moi prêté

que contrairement à la mention frauduleuse,

faite en page 2 de la prétendue sentence

arbitrale rectificative du 22 juin 2005, je

n'ai pas fait partie, et je ne pouvais pas

faire partie à cette date de la composition

du pseudo tribunal arbitral qui, constitué

uniquement du président et du co-arbitre de

la SODECOTON, a sans pouvoir juridictionnel,

rendu ce simulacre de sentence arbitrale recti

ficative";-----

--- "Il demeure indiscuté et indiscutable

que le 22 juin 2005, je me suis rendu à

l'hôtel DJEUGA PALACE où, 10 H 30 minutes

environ, dans une suite dudit établissement,

j'ai rencontré Monsieur Gaston KENFACK à qui

j'ai notifié en mains propres mon courrier du

même jour, portant ma décision irrévocable

de ne pas me réunir avec mes deux autres co-ar

bitres pour composer le Tribunal arbitral aux

fins d'examiner tant la demande en recti-
fication de la SODECOTON et les observations de
la CICAM, que les projets de sentence, et
délibérer avec iceux;-----

"la lettre ainsi modifiée, portait en outre
clairement, décision de ma part de ne pas
participer à quelques délibérations que ce
soit, en émettant, de quelques manières que
ce soit, un avis positif ou négatif sur les
deux projets de sentence arbitrale rectifica-
tives, conçus au demeurant sans mon concours
par Monsieur Gaston KENFACK et communiqués
par ce dernier à mon Cabinet" "... au moment
aussi bien de cette modification que de
mon retrait ou départ du lieu où devait se
tenir la réunion ou audience du Tribunal ar-
bitral, autrement dit au moment de ma sépa-
ration avec KENFACK, le co-arbitre, Maître
EYOUN Lydienne n'était pas présent, parce que
non encore arrivée à l'hôtel DJENGA PALACE;
"il s'en suit qu'au moment de mon départ,
l'audience du Tribunal arbitral n'avait même
pas encore commencé";-----
"D'autre part, il demeure tout aussi in-
contesté et incontestable qu'avant ce 22 juin
2005, le tribunal arbitral ne s'est pas
réuni par délibération, pour délibérer, ne
se fait-ce qu'une fois, ses membres n'ayant
jamais été convoqués cette fin par le prési-
dent Monsieur Gaston KENFACK;"-----

"En d'autres termes, le simulacre de réunion du 22 juin 2005 n'a jamais été précédé d'une réunion de délibération des trois membres du tribunal arbitral;";-----

----"Il n'est pas superfectatoire de noter que cette réunion convoquée le 20 juin 2005 dans ces conditions a été insidieusement désignée "réunion de signature" par le président du Tribunal arbitral alors qu'il est constant que cette juridiction ne s'était jamais régulièrement éunie au préalable pour délibérer"

"par ailleurs il convient de noter que, contrairement à la réunion du 20 juin 2005 ci-dessus rappelée, je n'ai même pas été invité par courrier du président à participer à la réunion du 22 juin 2005;-----

"ce n'est qu'à la lecture du courrier du 20 juin 2005 à Maître SOWOP, dont copie à mon cabinet que j'ai pris connaissance de la nouvelle date de réunion";

"par conséquent, je peux en toute sérénité vous confirmer qu'à aucun moment et de quelque façon que ce soit, je ne me suis à nouveau réuni avec mes deux co-arbitres pour délibérer avant de refuser de signer cette procédure sentence rectificative du 22 juin 2005";-----

"pour refuser ou non de signer cette sentence encore aurait il fallu que j'eusse été réuni avec mes pairs pour délibérer, autrement dit

pour statuer avec iceux ; tel n'a pas été le cas en l'espèce";

"C'est pourquoi nonobstant tous ses subterfuges

"le Président de ce tribunal irrégulièrement

composé s'est trouvé dans l'impossibilité

de faire état tant dans les motifs qu'à

l'endroit prévue in fine pour ma signature

éventuelle de mention ou expression consacrée

permettant d'affirmer sans équivoque que je

me suis réuni avec mes deux co-arbitres et que

le Tribunal ainsi régulièrement composé a

valablement délibéré en ma présence";-----

"En définitive, il ne fait l'ombre aucun

doute que, c'est composé de deux arbitres se

ulement à savoir Monsieur Gaston KENFACK et

de Maître EYOUN, c'est-à-dire irrégulièrement

composé que le tribunal arbitral a délibéré

et rendu sa sentence ce 22 juin 2005";-----

--- Ce n'est que le 21 juin 2005 à 17 heures

"30 minutes environs que j'ai reçu un coup

de téléphone du Président m'informant simple

ment que la dernière monture du projet de

sentence me sera communiquée au plus tard à

10 heures à son Cabinet";-----

"Je confirme qu'à cette occasion, je n'ai

jamais "invité" téléphoniquement le Président

du Tribunal à me communiquer le dernier projet

de sentence arbitrale rectificative, ainsi

que l'affirme insidieusement ce dernier";--

.../...

"A cet égard, en me communiquant quelque très tardivement le matin même du 22 juin 2005, la dernière monture du projet de la sentence arbitrale rectificative conçue par ses soins dans le silence de son domicile, et assisté de son secrétaire domestique sis à ce même domicile, et sans concours aucun de ma part, le Président du Tribunal Arbitral n'a fait qu'accomplir le devoir de communication qui lui incombait;-----

"En effet le président du Tribunal arbitral est tenu de communiquer respectivement aux autres co-arbitres tout document émanant soit de sa personne, soit des parties ou de leurs conseils";-----

"Je n'avais donc pas besoin d'inviter" le président du Tribunal arbitral à accomplir ce qui n'était qu'une obligation de sa part";

---- Qu'il découle de tout ce qui précède que le Tribunal arbitral qui a statué et rendu la sentence arbitrale rectificative du 22 juin 2005 ne s'est jamais réunie et étant donc irrégulièrement composée;

---- Que normalement, ledit tribunal aurait dû soit faire procéder au remplacement par les parties de l'arbitre démissionnaire soit à défaut faire remplacer ledit arbitre par, le Juge d'appui conformément à l'article 8 de l'acte uniforme sur l'arbitrage;

---- Qu'ayant en devoir passé outre la décision du co-arbitre, la sentence rectificative du 22 juin 2005 est nulle et de nul effet pour avoir violé les articles 22 in fine et 26 (2ème tiret) de l'acte uniforme ci-dessus.

---- Qu'il échet d'annuler purement et simplement la sentence rectificative du 22 juin 2005;

NON REPONSE AUX CONCLUSIONS DE LA CICAM EQUIVALENT A UN DEFAUT DE MOTIVATION DE LA SENTENCE RECTIFICATIVE.

---- Attendu dans le dispositif de ses observations (conclusions) datées du 17 mai 2005 la CICAM expose ce qui suit :

"Constater la nullité de l'acte de signification du 11 mai 2005 pour défaut de mention de la dénomination sociale de la requérante et de la forme juridique de la CICAM;-----

- Constater ce défaut de qualité de la nouvelle requérante qu'elle n'est pas la SODECOTON son (Société de développement du coton du Cameroun SA);-----

--- Constater l'irrecevabilité de la requête en rectification du fait dessaisissement du tribunal arbitral à la suite de la saisine de la cour d'appel du contre annulation de la sentence arbitrale;

- Constater que de fait de l'autorité de la chose jugée, une requête en rectification ne saurait consister à la modification de la sentence.

--- Constaté l'irrecevabilité manifeste de la dite requête;

-Dire nul et de nul effet l'acte de signification; Débouter la SODECOTON SA de sa demande;

--- Qu'en réponse à cet argumentaire, "le Tribunal arbitral estime que les observations de la CICAM SA sont de nature à l'inviter à un nouvel examen du litige, alors qu'eux-mêmes auraient dû se borner à se prononcer sur le point de savoir si la sentence finale intervenue le 11 avril 2005 contient ou non l'erreur alléguée par la SODECOTON SA";----

--- Qu'une telle motivation pour le moins lapidaire, participe de la non réponse aux conclusions de la CICAM et se résume en un défaut de motivation;-----

--- Que pourtant aux termes de l'article 26 in fine de l'acte uniforme sus-cité, la sentence arbitrale encourt la nullité "si la sentence arbitrale n'est pas motivée; ----

--- Que dès lors il échet d'annuler la sentence rectificative;

----- PAR CES MOTIFS -----

--- Et tous autres à déduire, ajouter ou compléter même d'office;

--- Dire recevable le présent recours en annulation des sentences arbitrales du 11 avril 2005 et du 22 juin 2005;

ANNULATION DE LA SENTENCE DU 11 AVRIL 2005.

--- Constater que le tribunal arbitral a
l'ordre public international du Cameroun
déclarant tantôt l'article 245 de l'acte
forme sur le droit commercial général inap-
cable et ce au mépris de l'article 10 du
té OHADA, tantôt en se prononçant sur la v-
dité et la légalité d'un acte administrati-
pris par une autorité administrative compé-
tantôt en prétendant comme inapplicable ou
non impératives des dispositions d'ordre
public du code civil;-----

---- Constater le défaut de motivation de
sentence qui omet de se prononcer sur la d-
mande d'instruction complémentaire faite r-
un co-arbitre;-----

--- Constater la violation du principe du
contradictoire du fait que la sentence n'a
permis aux parties de produire les éléments
supplémentaires sollicités par le co-arbit-

---- Constater la violation du principe d-
contradictoire au motif que le tribunal a
refusé aux parties de faire comparaître de
experts financiers;-----

---- Constater la partialité du tribunal
arbitral qui a empêché à la requérante d'a-
porter des éléments financiers et comptabl-
complémentaires demandées par un membre du
Tribunal sur la justification de certains
chefs de préjudice;-----

----- Prononcer la nullité de la sentence
rendue le 11 avril 2005 et notifiée le même
jour;

----- Renvoyer les parties devant le tribunal
arbitral autrement présidé;

ANNULATION DE LA SENTENCE ARBITRALE RECTIFI-
CATIVE DU 22 JUIN 2005.

----- Constater que le Tribunal arbitral qui
a donné statué le 22 juin 2005 était irréguli-
èrement composé du fait de l'absence manifeste
du co-arbitre Maître NGONGO-OTTOU;

--- Constater que le tribunal arbitral aurait
dû soit faire remplacer l'arbitre démission-
naire ou absent par les parties soit le
faire remplacer par le juge d'appui en respec-
de l'article 8 de l'acte uniforme sur le
droit de l'arbitrage;-----

----- Constater qu'aux termes des courriers
dudit co-arbitre des 22 et 29 juin 2005, le
Tribunal arbitral n'a pas pu valablement se
réunir et délibérer sur la requête en rectifi-
cation alors que le signataire desdites
lettres avait refusé de signer comme arbitre;

----- Constater qu'en vertu de l'article 22
in fine de l'acte uniforme relatif au droit
de l'arbitrage le tribunal arbitral aurait
dû constater l'impossibilité de la réunion de
ses membres donc de sa composition et renvoy-
er la SODECOTON SA à se mieux pourvoir devant
le juge judiciaire;-----

----- Constater la violation des articles
22 in fine et 26 (2ème tiret) de l'acte uni
mé relatif au droit de l'arbitrage;

----- Dire nulle et de nul effet la sentence
arbitrale rectificative du 22 juin 2005;

----- Constater que le tribunal arbitral n'a
répondu à aucune des demandes du dispositif
des observations de la CICAM datées du
17 mai 2005;-----

----- Dire que cette non réponse participe
de la non réponse aux conclusions et équivaut
un défaut de motivation sanctionné par l'arti
cle 26 in fine de l'acte uniforme sus-cité;

----- Dire nulle et de nul effet la sentence
arbitrale du 22 juin 2005;-----

----- Pour le tout, annuler les sentences
arbitrales du 11 avril 2005 et du 22 mai 2005

----- Condamne la Société de Développement du
Coton du Cameroun (SODECOTON) SA aux entiers
dépens distraits au profit de Maître SOUOP
Sylvain avocat aux offres et affirmation de
droit;-----

----- SOUS TOUTES RESERVES -----

signé illisible./-

----- La cause a été portée au rôle de la Cour
à l'audience fixée par l'exploit d'huissier
a été appelée en ordre utile et a subi des
renvois utiles pour être retenue à celle du
1er mars 2006;-----

.../...

----- Monsieur le Président du siège a donné
lecture de son rapport;

----- AU PERAVANT, Maître NGUEFACK et Philippe
LEBOUHLANGER ont produit des conclusions à
l'audience du 1er Mars 2005 pour le compte
de la SODECOTON dont le dispositif suit :

----- PAR CES MOTIFS -----

----- Voir constater qu'il y a identifiée
d'objet, de cause et de parties entre les
recours du 12 avril et 6 juillet 2005 d'une
part et la présente assignation d'autre part;

----- Voir constater que la Cour de céans a,
par arrêt n° 120/civ et 121/civ rendus le
07 décembre 2005 statué sur cette cause;

----- Dire et arrêter qu'il y a dès lors auto-
rité de la chose jugée;

----- Dire et arrêter que la Cour ne saurait
sans violer l'article 1351 du Code civil con-
naître du même recours aujourd'hui;-----

EN CONSEQUENCE : Déclare la société CICAM
SA irrecevable en son action pour cause de
chose jugée;-----

----- La condamner aux entiers dépens distracts
à Maître NGUEFACK Joseph, Avocat aux offres
et affirmation de droit;-----

----- Sous toutes réserves et ce sera justice -

signé illisible./-

----- L'affaire mise en délibéré pour le 05
avril 2006 et la Cour vidant son délibéré à
cette audience a produit la démission dont

la teneur suit :

LA COUR

----- Vu la Sentence arbitrale ~~xxxxx~~ du 11

avril 2005 et celle du 22 juin 2005 rendues

à Yaoundé par le Tribunal arbitral;-----

----- Vu l'exploit d'assignation en date du

décembre 2005 en annulation de ladite sente

----- fait par Me KOUMEDJALE EVA Marquis, Huissier

de Justice à Yaoundé;-----

----- Vu les pièces du dossier de la procé

----- oui Monsieur le Président du siège en

la lecture de son rapport;

----- oui les parties en leurs productions

respectives faites par leurs conseils respec

tifs;-----

----- Après en avoir délibéré conformément à

la loi;

----- CONSIDERANT que par exploit en date

du 05 décembre 2005 de Maître KOUMEDJALE

EVA Marquis, huissier de Justice à Yaoundé,

la Société Cotonnière Industrielle du Ca-

meroun (CICAM) a fait donner assignation à

la Société de Développement du Coton du Came-

roun (SODECOTON) aux fins de s'entendre annul

les Sentences du 11 Avril 2005 et du 22 juin

2005 rendues à Yaoundé par le Tribunal arbitral

AD HOC composé de Monsieur Gaston KENFACK

-DOHAJNI, Président et Maître Lydienne YE EYO

et Martin Désiré NGONGO OTTOU, Membres;-----

----- CONSIDERANT que dans ses écritures

déposées à l'audience du 1er Mars 2006, Maître

Maître NGUEFACT Conseil de la SODECOTON conclut à l'irrecevabilité de l'action pour autorité de la chose jugée au motif que la Cour d'Appel de céans a dans la même cause et entre les mêmes parties, rendu le 07 décembre 2005 les ~~arrêts~~^{ordonnes} n° 120/civ et 121/civ et ne peut plus statuer à nouveau;

---- CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 1351 du Code Civil : "l'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui fait l'objet du jugement. Il faut que la chose demandée soit la même, que la demande soit fondée sur la même cause, que la demande soit entre les mêmes parties et formée par elle et contre elles elles en la même qualité";

---- Que les pièces du dossier de la procédure laissent apparaître que :

- par arrêt n° 120/civ du 07 décembre 2005 la présente juridiction avait déjà déclaré irrecevable la requête introduite par la CTCAM aux fins d'annulation de la sentence arbitrale du 11 avril 2005 pour non-respect du mode de saisine prescrit par l'article 5 alinéa 1er de la loi camerounaise n° 2003/009 du 10 juillet 2003;-----

- l'arrêt n° 121/civ du 07 décembre 2005 avait déclaré irrecevable tant la requête du 06 juillet 2005 pour non respect des susdites formes que l'exploit d'assignation du 23 septembre 2005 aux fins d'annulation de la ser

E = 20000
 ps = 3400 } 23400 =

MINISTRE A YVE BRETECHIE JURIDIQUES

23 JUIN 2008

M. *vingt trois mille quatre*

13.12322

30474
 23 JUIN 2008



Koa Blaise Fidi

tence arbitrale rectificative du 22 juin 2005 ~~xxxxxxx~~ comme servi au-délai du délai d'un mois imposé par l'article 27 de l'acte Uniforme relatif au droit de l'arbitrage;

le recours à nouveau initié le 05 décembre 2005 en dépit de l'identité des parties et de l'objet de la demande ne saurait être examiné pour la seconde fois par la Cour d'Appel de céans qui s'est déjà

noncée dans cette cause;

Qu'il échet en conséquence de déclarer irrecevable l'action de la CICAM;

CONSIDERANT que la partie qui succombe supporte les dépens;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement en matière civile et commerciale, en chambre d'arbitrale, en appel et en dernier ressort;

EN LA FORME

Déclare le recours irrecevable pour cause d'autorité de la chose jugée;

Condamne la CICAM SA aux dépens;

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique, les mêmes jour, mois et an que ci-dessus;

Et signent sur la minute, le Président, les membres et le greffier approuvant

lignes et mots rayés nuls, ainsi que renvois en marge bons

DEPENS,	
Mise au rôle.....	4 000
D.P.....	865
papiers.....	1 120
timbres.....	14 000
coût grosse.....	15.700
Enregistrement.....	
TOTAL.....	=

[Signature]

LE PRESIDENT

Le 1er MEMBRE,

Le 2e membre

LE GREFFIER,